

Cadrage macro-économique

La croissance de la Martinique s'enraye

La crise économique de 2009 a affecté l'économie de la Martinique. Le PIB en volume chute de 4,5 % avant de se redresser en 2010 (+ 2,4 %). Par la suite, elle reste contenue (+ 0,5 %) avant de devenir négative en 2013 (– 0,5 %) pour la première fois depuis la crise. La consommation des ménages et l'investissement ne soutiennent plus la croissance en 2013. La consommation des administrations publiques y contribue encore grâce à une augmentation légère des dépenses en volume.

Clémentine Garandeau, Insee

La consommation des ménages peine à assurer son rôle moteur

La consommation des ménages représente 60 % du PIB martiniquais, soit la même part qu'en Guadeloupe, contre 53 % pour la France entière. En lien avec la baisse de la population initiée depuis 2006, la consommation des ménages en volume diminue de 1,4 % en 2013 après une baisse de 0,2 % en 2012.

Le taux de chômage, après être resté stable entre 2008 et 2012 (21,3 %), augmente en 2013 d'un peu plus d'un point : 22,8 %. Cette morosité du marché du travail, n'incite pas les ménages à faire appel aux crédits à la consommation. Cependant, en dépit du contexte économique dégradé, certains signaux sont positifs. Le nombre de demandeurs d'emploi, après avoir augmenté de 2,0 % en un an à fin 2013, diminue de 1,3 % fin 2014. Les importations hors produits pétroliers augmentent de 2,2 % en 2014 (au lieu de – 4,6 % en 2013).

Les administrations publiques soutiennent la croissance

Les administrations publiques contribuent à la croissance via les dépenses et

investissements réalisés. Entre 2012 et 2013, les dépenses des administrations publiques n'évoluent quasiment pas en volume. En 2013, ces dépenses se répartissent entre les salaires versés (52 %), les achats et charges externes (22 %), et les investissements publics (26 %).

L'investissement public augmente principalement du fait de projets hospitaliers de grande envergure, comme la construction du plateau technique du Centre Hospitalier (CHUM) pour un montant de 169 millions d'euros. L'encours des crédits sains à l'investissement des collectivités locales augmente de 6,0 % sur un an (+ 2,9 % à la fin 2013). Cependant, ces investissements ne suffisent pas à compenser la baisse de l'investissement privé.

La construction au point mort

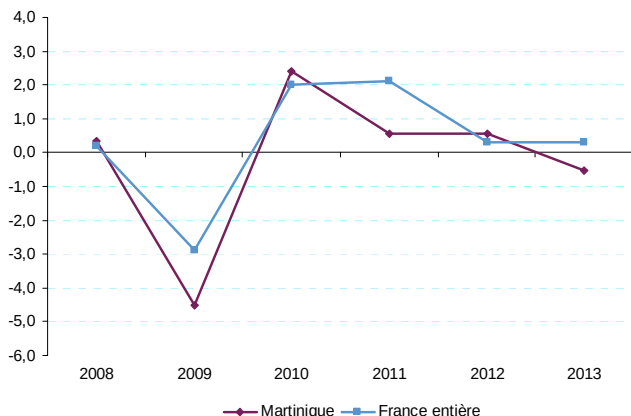
En 2014, les autorisations de construire délivrées en Martinique ont chuté de 6,5 %. L'emploi salarié dans le secteur de la construction n'a cessé de décliner, tout comme les créations d'entreprises de construction, le secteur restant confronté aux problématiques d'une crise conjoncturelle alimentée par la rareté des

grands chantiers et l'exiguïté du territoire. Plus généralement, c'est l'ensemble du secteur privé qui semble marquer le pas. L'indicateur du climat des affaires, encore à la hausse à la fin 2013 (+ 10,4 %), rechute un an plus tard (– 6,4 %). Les ventes de véhicules utilitaires continuent de plonger en 2014 (– 7,6 %). L'encours des crédits d'exploitation accordés aux entreprises diminuent en 2013 (– 5,8 %), comme en 2014 (– 8,5 %).

Signes encourageants, en 2014, les échanges sont à la hausse en volume (respectivement + 2,0 % pour les imports et + 48,2 % pour les exports). Ils sont affectés par les mouvements d'échanges pétroliers entre les 3 DFA du fait de la présence de la SARA en Martinique. Les dépenses des touristes de séjour, de plaisance et de croisière participent à la croissance et sont comptabilisées dans les exportations. En 2013, elles s'élèvent à 299 millions d'euros, soit une hausse de 1,5 % en valeur, pour 489 700 touristes de séjour sur l'île.

1 La dynamique de la croissance se maintient

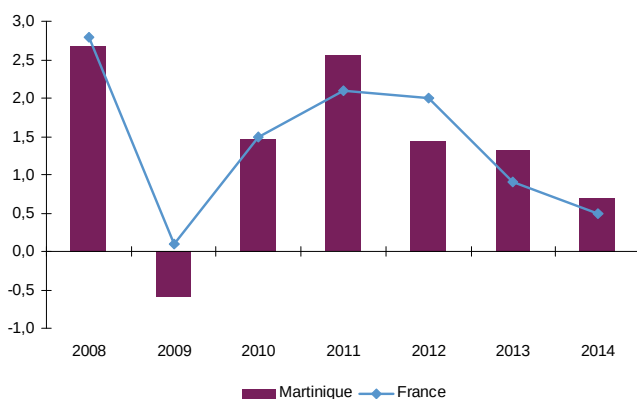
Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Source : Insee Cérom, Comptes rapides.

2 L'inflation supérieure à celle de la France

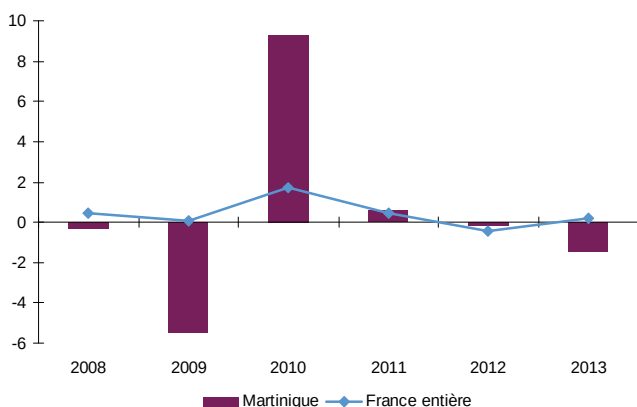
Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle (en %)



Source : Insee Cérom, Comptes rapides.

3 Baisse de la consommation des ménages

Évolution de la consommation des ménages (en volume):
taux de croissance (en %)



Source : Insee Cérom, Comptes rapides.

4 L'investissement public se maintient

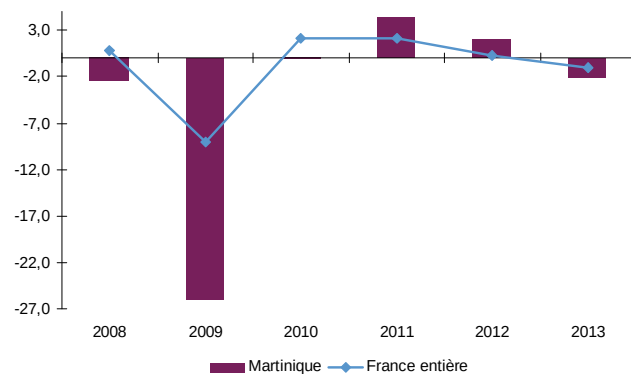
Évolution de la consommation des administrations publiques (en volume):
taux de croissance (en %)



Source : Insee Cérom, Comptes rapides.

5 Les entreprises investissent peu

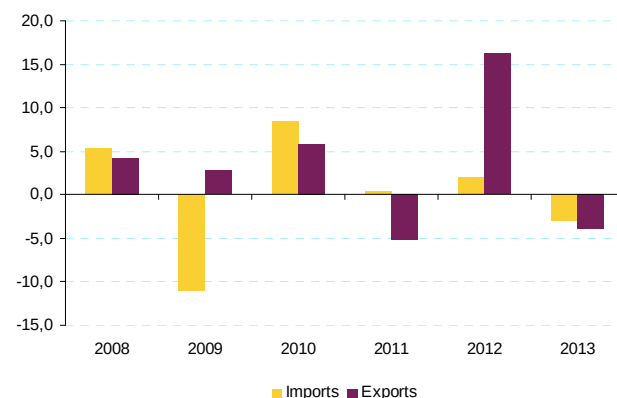
Évolution de l'investissement (en volume):
taux de croissance (en %)



Source : Insee Cérom, Comptes rapides.

6 Les exportations chutent à cause des produits pétroliers

Évolution des échanges extérieurs en volume : taux de croissance (en %)



Source : Insee Cérom, Comptes rapides.